

# vert'libéraux

Parti vert'libéral Suisse

## Créateurs d'avenir : pour la libre-concurrence et l'innovation

Jürg Grossen, président, Conseiller national

Créateurs d'avenir : pour la libre-concurrence et l'innovation.

Les vert'libéraux veulent que la Suisse soit une pionnière. Comme nos ancêtres l'ont fait, par exemple, lorsqu'ils ont construit les grandes centrales hydroélectriques et les tunnels et électrifié les chemins de fer depuis la Suisse. L'esprit pionnier est bien présent dans notre pays, nos universités et nos entreprises font des choses fantastiques depuis des décennies.

Et que fait la politique ? Alors que la politique a mis en place les bonnes conditions-cadres aux temps des grandes innovations citées précédemment, aujourd'hui l'immobilisme et le manque d'idées dominant. A de nombreuses reprises, on semble oublier que notre prospérité repose sur l'innovation. Et que l'État doit fixer les conditions-cadres qui permettront à cette innovation de se dérouler dans une concurrence loyale et libre.

Les nouvelles technologies sont réglementées et empêchées de plus en plus par la politique et on se refuse à la concurrence loyale au lieu d'y voir une opportunité. Parfois même avec le soutien d'entreprises proches de l'État. De plus, le gouvernement investit actuellement des milliards dans les infrastructures routières et électriques menant au bétonnage de notre pays au lieu de miser sur des infrastructures modernes et économes.

En bref, le protectionnisme, l'hostilité à l'innovation et la sauvegarde des acquis obsolètes dominent actuellement le Parlement.

Une telle politique affaiblit la capacité d'innovation et la puissance économique de la Suisse et, donc, sa prospérité.

Mais, Mesdames et Messieurs, pas avec les vert'libéraux ! Nous ne voulons pas empêcher les modèles d'entreprise innovants par des réglementations, nous voulons les rendre possibles. Nous voulons plus de concurrence qui se fasse à armes égales pour tous les acteurs du marché. Et nous voulons que la Confédération investisse dans ses infrastructures et les technologies modernes et non dans des instruments appartenant au passé.

Permettez-moi de vous présenter trois exigences vert'libérales :

### 1. Plus d'innovation au lieu de trop de protectionnisme économico-politique

Le Parlement adopte régulièrement des lois qui servent les intérêts d'industries ou d'entreprises individuelles plutôt que l'économie dans son ensemble. Les nouvelles plateformes de réservation ont été complétées par un Lex-Booking.com, qui réglemente de façon beaucoup trop restrictive ce domaine. Grâce aux développements technologiques, une concurrence accrue sera enfin possible dans le secteur des télécommunications. Au lieu de cela, le Parlement adopte une résolution de Lex Swisscom protégeant et favorisant ce groupe majoritaire public contre une concurrence loyale et efficace. De plus, l'économie du partage („Sharing economy“) est combattue à différents niveaux. En effet, au lieu de reconnaître la digitalisation comme une opportunité, la politique économique poursuivie par notre gouvernement en fait une menace pour notre pays.

### 2. Plus de libre-concurrence au lieu de l'étatisation des entreprises

Outre le service public au sens d'une offre de base, presque toutes les entreprises publiques offrent aujourd'hui des services sur le marché libre et sont donc en concurrence avec le secteur privé. Cela vaut d'une part pour les entreprises appartenant à la Confédération, telles que La Poste Suisse, Ruag ou Swisscom. Mais elle touche également les fournisseurs d'énergie cantonaux, les entreprises informatiques et les compagnies d'assurance du bâtiment. Cette évolution est problématique du point de vue de la politique de concurrence. On assiste ici à un combat qui n'est pas à armes égales. Grâce à des secteurs monopolistiques, les entreprises publiques disposent d'un pouvoir de marché énorme. Ils ont un accès sécurisé à tous les clients en situation de monopole. Enfin, les financements croisés au sein de ces entreprises appartenant à l'Etat entraînent des distorsions. L'affaire Postauto en est une preuve notoire.

En revanche, nous ne voulons pas privatiser de manière dogmatique. Le réseau ferroviaire ou même les réseaux électriques sont des monopoles naturels de l'État. L'État a un rôle clé à jouer dans les enjeux d'une génération. Les entreprises d'État doivent cependant se concentrer une fois de plus sur le service public et ne pas pénétrer de nouveaux marchés privés. La privatisation partielle de RUAG, par exemple, est un premier pas dans la bonne direction. D'autres doivent suivre. Par-dessus tout, Postfinance doit être privatisée.

### 3. Des installations modernes et économes, pas plus de béton, de goudron et de lignes électriques

La Confédération continue de dépenser des milliards pour ses infrastructures. Au lieu de relever les défis avec des solutions modernes, d'énormes sommes d'argent des contribuables sont attribuées aux recettes de l'Etat.

L'augmentation de la demande de transport continue d'être traitée par une expansion sans fin des infrastructures, notamment routières. En d'autres termes, l'argent est investi directement dans le goudronnage et le bétonnage de notre pays. Nos routes font déjà face à des surcharges massives en dehors des heures de pointe. Des systèmes intelligents de gestion du trafic, des modèles modernes de travail et d'école et une tarification adaptée de la mobilité peuvent résoudre ce problème. Cela permettrait aux contribuables d'économiser beaucoup d'argent, de réduire l'impact sur l'environnement et d'accroître le confort de chacun.

Le système énergétique est également dominé par l'alimentation électrique centralisée et les lignes à hautes tensions plutôt que par une optimisation intelligente des infrastructures existantes. De plus en plus d'argent est investi dans la construction de lignes électriques en cuivre. Au lieu de cela, nous voulons créer les conditions-cadres pour une alimentation électrique plus efficace et décentralisée ; nous voulons des réseaux intelligents au lieu d'une accumulation de cuivre. Les technologies sont disponibles depuis dix ans, mais les fournisseurs d'énergie et les politiciens n'ouvrent pas les yeux, et la construction des infrastructures se poursuit comme il y a trente ans ! La digitalisation, en particulier, ouvre des dimensions entièrement nouvelles dans l'utilisation de l'énergie, notamment en termes d'efficacité énergétique et de production décentralisée d'énergie. Chaque bâtiment doit devenir une centrale électrique.

Les vert'libéraux veulent plus d'innovation et pas d'un protectionnisme économique de notre pays, plus de libre-concurrence au lieu de continuer d'étatiser des entreprises et également davantage d'installations modernes et économes.

Créateurs d'avenir : pour la libre-concurrence et l'innovation !